



Analyse du modèle mini-laiterie rurale au Mali :

Définition des facteurs de succès et de la place des mini-laiteries dans le développement laitier national

Initiateurs du projet : AOPP, AVSF, ICD, VSF-B.

Réseau Paar porté par Inter-réseaux

Projet financé par AFD

Document réalisé par Axelle Doufils

Août 2010



Inter-réseaux
Développement rural

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	3
Résumé	4
Présentation de l'étude.....	4
Synthèse bibliographique : la filière lait local au Mali.....	5
Contexte.....	5
Historique des différentes politiques laitières et projets axés sur la filière lait au Mali	9
Succès et limites du modèle mini-laiteries et leur place dans le développement de la filière lait.....	13
Analyse FFOM des mini-laiteries au Mali	15
Conclusion.....	15

Liste des sigles et abréviations

AOPP :	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
AVSF :	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CIDR :	Centre International de Développement et de Recherche
ICD :	Initiatives, Conseils, Développement
VSF-B :	Vétérinaires Sans Frontières - Belgique

Résumé

Malgré le potentiel laitier mobilisable sur l'ensemble du cheptel malien et les nombreuses politiques et stratégies en faveur de la promotion de la filière laitière, le pays reste toujours un gros importateur de produits laitiers pour satisfaire ses besoins de consommation.

Les entreprises artisanales de collecte et de transformation du lait local que sont les mini-laiteries se sont fortement développées depuis 20 ans. Suite à l'engouement pour ce modèle d'unité laitière en Afrique de l'Ouest, des expériences ont vu le jour au Mali. L'étude a cherché à capitaliser le modèle tant sur les facteurs de réussite que sur les facteurs limitant leur développement. L'analyse menée montre que les mini-laiteries ont un impact local bénéfique du point de vue de la valorisation du lait local, de l'augmentation des revenus et de l'amélioration des systèmes de production. Ces impacts sont malgré tout à nuancer au vu des constats sur les modifications sociales entraînées et sur la limitation géographique de l'action des mini-laiteries.

Présentation de l'étude

Cette analyse du modèle mini-laiterie au Mali s'inscrit dans le projet sur les Filières Lait Local en Afrique de l'Ouest (FILLA) initié par l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP), Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSBF) et l'ONG malienne Initiatives, Conseils, Développement (ICD).

En Afrique de l'Ouest, différents constats ont mis en évidence l'importance de l'élevage dans les systèmes de production des ménages ruraux. La viande et le lait sont des sources de revenu et de protéines essentielles dans la sécurité alimentaire. Malheureusement l'impossibilité de la production locale de lait à faire face à la demande locale en produits laitiers perdure. Ce déficit se trouve compensé par des importations massives et très coûteuses de lait en poudre.

Problématique : La difficulté à saisir l'opportunité économique du lait local...

Malgré le potentiel laitier mobilisable sur l'ensemble du cheptel et les nombreuses politiques et stratégies en faveur de la promotion de la filière laitière, le pays reste toujours un gros importateur de produits laitiers pour satisfaire les besoins de consommation. Les importations sont très coûteuses, elles sont évaluées entre 10 et 16 milliards de FCFA par an et pèsent lourd sur la balance commerciale du Mali (DNS, 2000). Le lait est le troisième produit agro-alimentaire le plus importé au Mali. Il provient à près de 90% de l'Union Européenne. La consommation urbaine se résume pratiquement au lait en poudre comme l'expose S. Darrax en spécifiant que 95% de la consommation de lait de la population bamakoise est assurée par les importations (Darrax, 2009).

Ce paradoxe soulève de nombreuses questions sur la structuration de la filière lait local au Mali. En effet, il est clairement constaté que les productions sont relativement enclavées rendant l'accès aux intrants, difficile. De plus, le lait est produit principalement en hivernage et en zone rurale alors que le marché solvable se situe lui majoritairement en zone urbaine et en période sèche. Cette double

déconnexion spatio-temporelle ne permet donc pas de répondre à la demande malgré l'existence incontestable d'un potentiel laitier conséquent.

... et la question du rôle des mini-laiteries

Maintes études ont montré que l'approvisionnement régulier et durable des populations en lait et produits laitiers devrait passer par une meilleure organisation à l'échelle de la filière, de la production en passant par la transformation jusqu'à la commercialisation. Ce travail a ainsi été sollicité pour aborder cette question sous l'angle des mini-laiteries. Dans un premier temps une synthèse bibliographique dessinera rapidement l'historique et l'état de la filière lait local. Ensuite dans un second temps, l'étude abordera l'analyse succincte du modèle mini-laiterie en tant que maillon local essentiel de la filière à l'interface entre les producteurs et le marché mais aussi posera la question de la place des mini-laiteries dans la stratégie nationale de développement de la filière lait local au Mali.

Synthèse bibliographique : la filière lait local au Mali

Contexte

Le Mali : Une diversité climatique...

Pays enclavé de l'Afrique de l'Ouest, le Mali est un pays à relief peu marqué. Son climat, très divers selon les secteurs, est sous la dépendance étroite de facteurs fortement variables comme les vents, les précipitations et les températures. En fonction de ces facteurs quatre grandes zones climatiques sont déterminées :

- La zone saharienne : La pluviométrie est de 0 à 250 mm/an. La zone saharienne est une zone hyper aride et désertique avec l'eau comme facteur limitant. L'élevage de type nomade, règne sans concurrence.
- La zone sahélienne : C'est la zone aride avec une pluviométrie comprise entre 250 à 550 mm. L'activité principale est une agriculture de subsistance associée à un élevage de type nomade et transhumant. Cette zone est celle de la transhumance par excellence au Mali.
- La zone soudanienne : La zone soudanienne est une zone semi-aride à subhumide. Sa pluviométrie est comprise entre 550 et 1 100 mm. L'élevage y est sédentaire avec une migration saisonnière. Il s'intègre de plus en plus à l'agriculture.
- La zone nord guinéenne : Le climat de la zone nord guinéenne est subhumide avec des précipitations supérieures à 1 100 mm. Les activités agricoles s'orientent de plus en plus sur la production de fruits et de tubercules. (Tev, 2005). Grâce à la relative abondance de ressources consommables, les mouvements des animaux y sont de faible amplitude. La productivité du bétail n'y est pas non plus très élevée et des tentatives sont entreprises pour l'améliorer.

Ces zones sont plus précisément appelées zones agro-écologiques du fait qu'elles soient caractérisées par un climat et une capacité à l'utilisation des terres spécifique. A souligner la présence du fleuve Sénégal et du fleuve Niger qui offrent la possibilité d'activités agricoles irriguées telle la riziculture.

La population malienne

On ne saurait aborder le sujet de la population au Mali sans faire référence à l'histoire, à la culture et aux conditions écologiques qui conditionnent un certain nombre d'attitudes et de comportements des populations. La population du Mali est multiraciale et multiethnique et connaît trois principaux modes de vie : sédentaire, nomade et semi sédentaire.

Les peuples nomades et semi sédentaires comme les Maures et les Touaregs, se trouvent très généralement au nord dans les zones sahélienne et saharienne. Les premiers sont traditionnellement spécialisés dans le commerce de la gomme arabique tandis que les seconds sont éleveurs-nomades ; ils se déplacent en permanence à la recherche de pâturage pour leur bétail. Plus au sud, on trouve les Bambaras qui représentent le groupe majoritaire, autour de la capitale Bamako, ainsi que les Malinkés qui leur sont apparentés et les Soninkés, les Peuls, les Sénoufos, les Bwas, les Bozos, les Dogons les Songhaï, les Khassonkés....

D'après le recensement général de la population de 2009, le Mali compte plus de 14,5 M d'habitants dont près de 9 M composent la population rurale du pays (INSTAT, 2009). La densité moyenne est environ de 12 habitants au km² en 2009 avec de grandes disparités dans la répartition de la population sur le territoire national. Les trois régions du nord qui représentent environ 50% du territoire en termes de superficie ne sont occupées que par 8,9% de la population selon les résultats provisoire du recensement effectué en 2009 (INSTAT, 2009). Le taux d'urbanisation qui serait aujourd'hui de l'ordre de 30%, est relativement élevé et pose la problématique d'une augmentation incessante de la demande urbaine (TEV, 2007).

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres au monde. Selon le dernier rapport mondial du PNUD, l'IDH (Index de Développement Humain) 2009 du Mali le positionne au 178^{ème} rang sur 182 pays. La pauvreté touche particulièrement les femmes et les disparités entre les régions du Mali sont encore très fortes (PNUD, 2009). La population du Mali est essentiellement rurale et 75% de cette population est définie comme pauvre.

Le secteur agricole malien : Une question de sécurité et de souveraineté alimentaire...

Les filières agricoles sont nombreuses. Les filières qui sont d'une importance économique avérée, soit pour leur contribution au produit intérieur brut ou pour la place qu'elles occupent sur le plan de l'alimentation sont suivantes : les céréales sèches, les céréales irriguées, la canne à sucre, le coton, l'arachide, les légumes et les fruits ; le bétail (la viande, les cuirs, le lait) ; la gomme arabique et le karité.

La stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Mali vise à satisfaire les besoins essentiels de la population. La politique nationale se base sur l'augmentation et la diversification de la production agricole, l'amélioration des revenus des populations par une meilleure organisation du marché pour les aliments de base (céréales, sucre, huile, lait, fruits et légumes), le développement des processus de transformation des produits locaux et la formation nutritionnelle des populations.

D'après le rapport d'une table ronde des bailleurs de fonds du Mali, la production céréalière couvre relativement bien les besoins alimentaires de la population. Toutefois, la balance agricole est structurellement déficitaire dès lors qu'on comptabilise les denrées alimentaires non produites

localement (lait et produits laitiers, farine de blé, riz, sucre et huile, etc.) et les importations des intrants agricoles et vétérinaires.

Malgré un taux de couverture des besoins alimentaires et un niveau de sécurité alimentaire globalement satisfaisants en année de bonne pluviométrie, plusieurs contraintes majeures subsistent encore pour assurer la sécurité et une approximative indépendance alimentaire. Ces contraintes sont les suivantes :

- Une grande disparité entre les régions et à l'intérieur de celles-ci, des zones en situation de déficit chronique ;
- L'enclavement de nombreuses zones de production et/ou zones de consommation avec une grande difficulté d'écoulement des surplus commercialisables ;
- Une forte érosion du pouvoir d'achat des différentes catégories socioprofessionnelles aux revenus fixes et une détérioration de la situation alimentaire parmi les groupes sociaux défavorisés ;
- Une faible diversification de l'alimentation, dont la base reste le mil/sorgho, à l'exception de certains groupes urbains favorisés ;
- Une situation de malnutrition chronique et aiguë au niveau des couches les plus défavorisées et particulièrement chez les jeunes enfants ;
- La relative dépendance vis-à-vis de l'extérieur en termes d'importations commerciales et d'aides alimentaires;
- La crise mondiale des produits agricoles et la hausse vertigineuse des prix.

Ces conclusions n'épargnent pas la filière lait et la table ronde réunissant le Gouvernement et ses partenaires maliens en 2008 a permis d'aborder aussi ces questions. Dans l'encadré ci-dessous sont reprises les conclusions relatives au développement de cette filière.

Encadré : Table ronde des bailleurs de fonds du Mali

ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET PRIORITES D'INVESTISSEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE EFFICIENT ET UNE CROISSANCE ACCELEREE (Mai 2008) : LE PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAIT CRU LOCAL AU MALI

Lors de cette table ronde, le développement du potentiel agro-pastoral a été présenté comme le vecteur d'une croissance plus forte et d'une sécurité alimentaire assurée. Le gouvernement en a fait une priorité. L'atteinte de ces objectifs se fera par la mise en œuvre d'une stratégie de développement Agricole axée sur la promotion volontariste de la modernisation de l'agriculture familiale et l'appui à l'émergence d'un secteur agro-industriel structuré, compétitif et intégré dans l'économie sous-régionale.

La crise mondiale actuelle de la poudre de lait constitue certes un défi pour l'approvisionnement du pays mais également une opportunité réelle pour le Mali. Pays d'élevage part excellence, le Mali doit saisir cette opportunité pour faire la promotion de sa production laitière et de développer, à terme, une industrie laitière nationale véritable. La Stratégie de valorisation du lait cru local conçue et mise en place à cet effet aura le double impact d'améliorer d'une part le niveau de consommation lait per capita et d'autre part d'améliorer sensiblement le revenu des acteurs de la filière lait local.

La stratégie envisagée dans le cadre de la valorisation du lait cru local propose de développer la production laitière autour des grandes villes tout en capitalisant sur l'expérience des élevages laitiers périurbains et en maximisant la collecte et la transformation du lait cru local.

Schématiquement, la stratégie est bâtie sur la création d'unités laitières qui seront approvisionnées en lait par des centres de collecte de lait implantés chacun dans un bassin laitier qui regroupe à son tour des éleveurs laitiers qui approvisionnent le centre de collecte en lait. La démarche proposée consiste en la mise en œuvre simultanée d'actions spécifiques pour le développement de la filière lait cru et des mesures d'accompagnement pour le renforcement des différents maillons de la filière. D'un coût estimé à plus de 10 milliards de fcfa, la valorisation du lait cru local permettra de réduire sensiblement la dépendance du Mali à l'importation du lait et des produits laitiers.

Au-delà de la question de la satisfaction de la demande locale, afin d'accroître et de diversifier les revenus issus de l'Agriculture, le Mali a un énorme potentiel en particulier dans le sous-secteur élevage afin de satisfaire une demande sous-régionale de plus en plus forte. La croissance démographique moyenne en Afrique de l'Ouest est de l'ordre de 3% par an. La demande en produits animaux accompagne ce mouvement. L'urbanisation et la croissance démographique ont donc un caractère stimulant sur l'offre en produits animaux (productions et importations) (thèse Coulibaly, 2008) ce qui constitue une opportunité prometteuse pour ce sous-secteur au Mali.

La place économique de l'élevage au Mali

Concernant l'élevage, l'Afrique de l'Ouest ne présente pas toujours des conditions agro-climatiques aussi favorables qu'à l'Est, mais des potentiels importants de production animale ont été identifiés sur de nombreuses zones (Mali, Burkina-Faso, Nord de la Côte d'Ivoire - Metzler, 1995).

Au final si l'agriculture constitue une source de richesses essentielle au Mali avec une participation au PIB à hauteur de 35% (CEDEAO, 2006 ; cf. Pomeranz), le sous-secteur élevage, lui, représente la deuxième source de revenus des populations après l'agriculture et contribue à 12% au PIB. Cette valeur est représentée principalement par la production de viande.

Les systèmes de production et l'élevage

Riche de sa diversité ethnique, le Mali est un pays de fortes traditions agropastorales. L'élevage est pratiqué dans la presque totalité des régions sous forme traditionnelle et extensive. Il est important de noter que le cheptel bovin malien est le plus important d'Afrique de l'Ouest.

En l'absence de recensement actualisé, les données statistiques sont rares et de sources diverses mais l'effectif du cheptel est ainsi estimée à 8,14 millions de bovins, 23,3 millions de petits ruminants, 0,8 millions de camélins, (DNPIA, 2008).

Dans les zones tropicales de l'Afrique subsaharienne et particulièrement de l'Afrique de l'Ouest, Lhoste distingue, au sein de l'élevage bovin, deux systèmes de production essentiels en lien avec le mode d'élevage et les zones écologiques très contrastées (Lhoste, 1987). Il s'agit d'un système d'élevage pastoral caractérisé par une grande mobilité et qui reste la forme d'un mode de vie dans certaines régions comme le Delta, le Sahel occidental et la zone désertique. Le nord du Mali est sujet à ce mode de vie où Peuls, Maures et Touaregs évoluent avec leurs troupeaux.

Distinctement, il existe un système d'élevage sédentaire qui est rattaché aux systèmes de cultures. Il s'agit d'une forme intégrée agriculture-élevage qui se pratique dans toutes les zones agricoles (TEV, 2005). Au Sud du Mali, la culture du coton a permis l'implantation de ce système de production, où les pratiquants sont alors appelés agro-éleveurs.

Un troisième système d'élevage coexiste avec les deux premiers, l'élevage intensif qui se pratique dans les périphéries urbaines.

La place du lait, source de richesse

Le lait dans les pays du Sahel a une valeur socioculturelle et économique importante (Bonfoh, 2005). Il est, en tant que sous produit de l'élevage, une source importante de revenu qui, à travers la transformation et la vente de produits laitiers, offre la possibilité d'échange et de rentrée d'argent pour les éleveurs même les plus enclavés (Pomeranz, 2006). Cet argent issu du lait est traditionnellement géré par les femmes qui le consacrent aux besoins du ménage et principalement à l'achat de condiments. En ce sens, le lait présente pour l'éleveur une source de revenu journalier sûr, permettant de faire face aux charges quotidiennes (REPOL.). On estime aussi que lait frais est en grande partie autoconsommé à hauteur de 50% de la production. A l'inverse la part de la production transformée est évaluée à seulement moins de 10% de la production.

La production de lait au Mali est évaluée à 600 000 tonnes (FAO, 2005) pour un potentiel de 1 110 000 tonnes (DNPIA, 2009). Parallèlement la consommation malienne est estimée à 560 000 tonnes d'équivalent lait (FAO, 2005). La production laitière paraît donc suffisante pour couvrir les besoins nationaux. Malgré tout les importations restent indispensables en raison de nombreux facteurs.

Historique des différentes politiques laitières et projets axés sur la filière lait au Mali

Les évolutions de la production animale

L'élevage bovin a subi de profondes évolutions. Tout d'abord un accroissement des effectifs de bétail grâce aux politiques d'éradication des maladies infectieuses. Ensuite le cheptel a été durement affecté par les crises climatiques successives des années 70-80. Elles ont notamment modifié la géographie de l'élevage, en déclenchant de vastes mouvements de migration des populations et des troupeaux bovins vers les zones du sud. Les systèmes de production ont également beaucoup changé, notamment vers le Sud avec l'intégration agriculture-élevage dans les zones cotonnières (Coulibaly, 2008).

Toutefois, une des évolutions les plus marquantes est liée au processus démographique d'urbanisation, il s'agit de l'émergence rapide de filières laitières périurbaines en lien avec les opportunités offertes par les marchés urbains. Du fait de la rapidité du phénomène, mais également du manque de synergie entre les intervenants, ces filières et leurs impacts sur la durabilité de l'élevage dans les zones péri-urbaines restent mal connus (Coulibaly, 2008).

On constate qu'au Mali le développement de l'élevage prend sa source à la fois dans la tradition régionale de l'élevage mais aussi dans l'augmentation rapide de la demande parallèlement à l'extension urbaine. (Pomeranz, 2006). La commercialisation de lait frais a toujours été freinée du

fait de la combinaison de l'éloignement géographique entre centres de production et de consommation et de l'insuffisance de la chaîne du froid. Au regard des principales contraintes identifiées, la stratégie proposée par l'état consistera à développer la filière lait frais dans tous ses maillons à savoir, la production, la collecte, la transformation et la commercialisation.

L'industrialisation

Avant les indépendances, l'enjeu de la politique laitière en Afrique de l'Ouest était de répondre à une population urbaine consommatrice de produit laitiers de type européen et exigeante en matière de qualité sanitaire. On assistait à cette époque à la seconde révolution laitière en Europe, caractérisée par les importantes mutations techniques d'après-guerre de l'industrie laitière. Encouragée par cette dernière, l'administration coloniale n'hésita pas à promouvoir l'industrialisation. Il s'agissait alors d'adopter aux conditions africaines le modèle laitier européen, comme a pu l'expliquer Walshe *et al.* : « La stratégie coloniale consista à développer des fermes commerciales afin de répondre à la demande urbaine croissante et de fournir un surplus pour les exportations. Les institutions et services qui furent mis en place copièrent étroitement les institutions occidentales. ». Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, notamment en Afrique de l'Ouest, l'industrialisation a été promue avec une réussite relative (Corniaux, 2005) et le cas du Mali en est un exemple intéressant.

Les autorités firent le choix d'un système d'économie mixte qui s'appuyait sur des fermes laitières spécialisées, souvent privées, et sur des structures de transformation industrielles, généralement publiques. De nombreuses initiatives ont été menées en amont et en aval de la filière, comme le développement des cultures fourragères, l'importation de vaches laitières et l'implantation d'usines (Duteurtre, 2004).

De l'indépendance à nos jours, trois politiques laitières majeures se sont succédé. Tout d'abord fut maintenue la politique industrielle du développement de la filière lait initiée par les administrations coloniales. Elle fut poursuivie pour satisfaire aux nouvelles exigences politiques. La plupart des grandes unités industrielles furent nationalisées : le capitalisme d'Etat fut de mise. Des contrôles de prix furent imposés de manière conjointe à la gestion de ces monopoles. L'Union Laitière de Bamako (UBL) a été installée en 1969 et représentait l'institution centrale au Mali. De 1970 à 1983, l'UBL était tenu d'acheter le lait à un prix élevé afin de soutenir la production locale, tout en le revendant après traitement à un prix accessible aux consommateurs urbains. Cette administration des prix rendait la gestion de cette industrie délicate. Devant les difficultés des fermes laitières intensives et de la collecte locale en milieu paysan, les laiteries importèrent très vite de grandes quantités de lait en poudre provenant des pays du Nord excédentaires en disposant de prix préférentiels ou même de dons financés par l'aide alimentaire. L'aide alimentaire multilatérale fut notamment financée par des projets du Programme alimentaire mondial (PAM) ou de l'Unicef. On assista alors aux premières importations massives. Ces importations à bas prix étaient alors sensées « doper » les économies laitières du Sud sur le modèle de l'opération « Flood » menée à cette époque en Inde. Dans le cadre d'une politique générale de développement laitier dans les pays en voie de développement, l'opération 'Flood', menée en Inde avec succès, avait pour objectif de favoriser la production laitière de type moderne afin d'améliorer la couverture alimentaire des populations. La motivation initiale était une politique de subventions aux consommateurs. L'enjeu étant de fournir du lait « de bonne qualité sanitaire » aux consommateurs les plus pauvres ou aux

centres de santé. L'opération consistait en une aide à l'investissement et une aide à l'exploitation au démarrage en fournissant à bas prix de la poudre de lait.

En Afrique de l'Ouest, les laiteries étaient alors soumises à des pressions financières importantes, devant appliquer des prix de vente trop bas pour être rentables. Beaucoup connurent des faillites ou des difficultés financières. Ce fut le cas notamment de la laiterie de Mali-lait. L'importation de lait qui devait temporairement compenser la faible collecte de lait local, y devint en effet structurelle et l'approvisionnement local déficient. Le modèle industriel a donc été un échec, particulièrement du aux difficultés de gestion que connurent les laiteries industrielles : compétences inadéquates du personnel, interférence des institutions de tutelle dans la gestion des usines, faible productivité et sous-utilisation des installations, choix de segments de marchés inappropriés et, au final, mauvaises performances financières, mais aussi « injection » massive de lait en poudre dans le marché. Ainsi, les orientations des agences de développement ont progressivement évolué jusqu'à délaisser le modèle industriel et ses usines surdimensionnées. Cependant, de nombreuses avancées ont été développées lors de cet essor industriel comme les recherches sur les fourrages et sur les techniques de production laitière.

Les politiques laitières des années 80 à nos jours

Durant les années 1980-1990, les unités privées se développèrent suite à la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (Politique laitière du Mali, juin 1985). Différents projets visant à dynamiser le secteur laitier ont été initiés durant cette période, entre autres le :

- Projet de Développement de la Production Laitière (PDPL) 1989-1993
- Opération d'Appui aux Eleveurs Périurbains (OAEP) de 1993-1994
- Projet de développement de l'Agriculture Périurbaine (PDAP) 1998
 - Programme d'amélioration génétique (IA)
 - Mesures d'accompagnement (santé animale, alimentation des troupeaux bovins)
- Réseau «Danaya Nono» : création de mini-laiteries accompagné par le CIDR 1994-2002 puis ICD dans le cadre du projet d'appui aux entreprises de services aux organisations de producteurs 2003-2006

D'autres programmes ont poursuivi les actions de ces projets ou initiés d'autres laiteries telles que la laiterie de Koumantou initiée par l'AFD et soutenue ensuite par VSF Belgique et ICD, ou les laiteries de Kasséla, Ouelessebouyou, Keleya et Selingue, mises en place par le PDAP et appuyées ensuite par VSF Suisse et CAB Demeso à la suite du projet Lait Sain pour le Sahel.

Ces programmes ont connu des succès et impacts divers mais n'ont fondamentalement pas modifié la structure de la filière lait, encore largement marquée par l'importation de lait en poudre. En parallèle, des événements économiques tels la dévaluation du franc Cfa en 1994, ou dernièrement en 2007, la chute de la production mondiale de lait qui a provoqué une flambée des cours mondiaux, ont fortement affecté la filière lait de l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, la situation de dépendance aux importations de lait en poudre paraît dangereuse. Même si l'augmentation vertigineuse des prix de cette poudre importée peut cependant bénéficier aux éleveurs africains et encourager la production locale.

Cette sensibilité aux variations des cours du lait démontre l'importance d'investir plus durablement dans les filières locales de manière générale. La difficulté étant de permettre de concilier prix

rémunérateurs pour les éleveurs afin de développer l'offre locale et produits compétitifs pour les consommateurs afin d'assurer une demande locale solide. Il est ainsi probable que la relative dépendance de l'extérieur en termes d'importations commerciales et d'aides alimentaires sur des produits comme le lait en poudre répondra, au moins à moyen terme, à un besoin de la population pour qui le lait local ne peut constituer une alternative actuellement.

Le Prodevalait

Dans cette optique et afin de diminuer à court terme la dépendance du Mali aux importations, l'Etat malien a élaboré une stratégie pour la valorisation du lait cru local à travers le PRODEVALAIT (Projet de valorisation du lait cru local). Ce projet se propose de développer la production laitière autour des grandes villes tout en capitalisant sur l'expérience des élevages laitiers périurbains et en maximisant la collecte et la transformation du lait cru local. Schématiquement, la stratégie est bâtie sur la création d'unités de transformation laitière qui seront approvisionnées en lait par des centres de collecte de lait implantés chacun dans un bassin laitier. Chaque bassin regroupe à son tour des éleveurs laitiers qui approvisionnent le centre de collecte en lait.

Pour le segment collecte, il est prévu la mise en place de centres de collecte équipés de tanks et l'équipement des producteurs en moyens logistiques pour la livraison du lait aux centres de collecte où directement aux laiteries. Des unités de transformation à implanter dans les villes de Bamako, Kayes, Sikasso, Ségou Mopti, Gao et Kidal, seront dotées d'équipements et d'infrastructures appropriés pour le transport, la conservation et l'approvisionnement des grossistes en produits finis. Il est prévu de pouvoir mobiliser des ressources privées dans la composante transformation et commercialisation du lait quand les organisations d'éleveurs seront en charge de la collecte.

Perspectives

Le développement et la valorisation du lait cru local nécessite une coordination des actions en amont et en aval. Une synergie d'actions doit être recherchée pour la prise en compte dans la mise en œuvre du développement de la filière lait, des acquis que constituent les expériences diverses des industries laitières (Mali-lait...), des mini-laiteries et autres centres de collecte pour relever les défis majeurs de la filière :

- l'enclavement et l'éparpillement de la production : le défi de rapprocher les producteurs des consommateurs et des intrants (aliment bétail, soins sanitaires,...)
- la pénurie de saison sèche : le défi d'augmenter la production
- les méventes d'hivernage : le défi de développer un produit de garde (ghee, fromage, etc.)
- la pérennisation et la durabilité : le défi de développer un modèle économique rentable

C'est seulement en réussissant à résoudre l'ensemble de ces défis que le Mali pourra enfin réduire sa dépendance aux importations de lait en poudre et assurer à ses éleveurs une activité laitière rémunératrice et à sa population un approvisionnement en produits laitiers locaux compétitifs.

Succès et limites du modèle mini-laiteries et leur place dans le développement de la filière lait au Mali

Suite à l'analyse du fonctionnement et des impacts de diverses mini-laiteries (enquêtes de terrain et ateliers concernant le réseau Danaya Nono, les laiteries de Koumantou, Banamba, Koulikoro et Badinko, les laiteries de Bankass et Koro, bibliographie concernant les laiteries de Kasséla), il est possible d'établir les arguments en termes de réussite du modèle et d'en discuter des limites dans une optique de développement de la filière lait local.

➤ **Succès :**

- Structuration de la filière lait local :

Dans le cadre des laiteries, l'organisation des producteurs en groupement en amont de la filière et l'organisation formelle en aval de la collecte mène à une structuration peu rencontrée dans la filière lait local au Mali. Les contrats permettent d'assurer un approvisionnement minimum des laiteries lorsque la concurrence du marché est trop forte (Dieye et al. 2008). Cet approvisionnement est néanmoins parfois insuffisant.

- Accès aux marchés des petits et moyens producteurs laitiers

Les mini-laiteries constituent une interface efficace entre le marché et les producteurs laitiers enclavés. Des revenus supplémentaires sont dégagés mais c'est avant tout le fait qu'ils soient réguliers et sécurisés qui est important aux yeux des producteurs.

- Stratégie commerciale :

Les mini-laiteries font preuve d'adaptabilité aux nouveaux usagers ménagers. Leurs méthodes pour y répondre s'appuient sur une intuition et une expérience robuste qui conduisent à une recherche élaborée sur les produits, les prix et le conditionnement. Une gamme diverse de produits est proposée. S'adapter et répondre aux conditions de consommation est une part prédominante de la stratégie. Il s'agit de se mettre à la portée des revenus faibles. Ainsi, le produit phare est le lait caillé sucré vendu dans un sachet d'environ un quart de litre à un prix avoisinant 100 FCFA accessible à tous.

- Nouveaux comportements et amélioration des systèmes de production :

A travers l'assistance technique, menée par les chargés de suivi, de nouveaux comportements sont induits. La complémentation alimentaire et le suivi vétérinaire se généralisent, l'hygiène de la traite est améliorée, la qualité sanitaire du lait collecté s'améliore par la filtration du lait traité et les contrôles, par un conditionnement et une limitation des délais de transports. Les pratiques frauduleuses du mouillage ou d'ajout de lait en poudre disparaissent.

- Création d'emploi :

Le lait local constitue une filière créatrice d'emplois au cœur du développement local.

➤ **Limites :**

-Risques de saturation du marché local :

La multiplication des initiatives privées est un danger de saturation pour le marché de ces mini-laiteries. L'accroissement de la demande s'observe en effet essentiellement dans les capitales (Metzger R. & al, 1995) mais les mini-laiteries se situent elles dans les zones de production laitières, au mieux dans les capitales régionales. Les dangers sont aussi bien la concurrence sur le marché visé que sur l'approvisionnement en lait frais.

-Faibles quantités collectées :

Les quantités collectées sont insignifiantes à l'échelle nationale car généralement le modèle s'intéresse au potentiel de production local. Ceci relativise donc grandement la réussite du modèle sur le plan de l'économie nationale.

-Problèmes d'approvisionnement en consommables et d'équipement en matériel :

La question de l'approvisionnement en emballage de qualité, dont rares sont les fabricants présents au Mali, en ferment dont la péremption pose problème après importation est cruciale dans le cadre du fonctionnement et de la pérennité des unités. En outre le problème majeur d'équipement et de maintenance du matériel oblitère grandement le développement d'unités de transformation de qualité. Tous ces problèmes reposent sur l'enclavement du Mali, sa dépendance à l'importation et sur le manque de développement endogène de ces différents secteurs, en lien avec la production laitière.

- Le recours au lait en poudre :

Les problèmes de collecte contraignent les laiteries à avoir recours au lait en poudre afin de limiter les problèmes d'approvisionnement et de préserver leur offre. Cette pratique est courante en période sèche en raison de la saisonnalité de la production laitière. Cette marge de manœuvre indispensable ne constitue pas une faiblesse tant qu'elle ne devient pas structurelle et récurrente afin de pallier à des difficultés chroniques de collecte.

- Réaménagement sur le plan social :

Au regard des différents impacts socio-économiques étudiés et des réaménagements induits au sein des familles, la structure culturelle n'est pas toujours préservée. Notamment il est souvent constaté que la structuration de la filière exclue les femmes pour qui ce revenu est généralement essentiel.

- Sensibilité aux crises économiques :

Depuis la crise du coton en 2000, puis la crise économique rencontrée depuis 2007, les laiteries ont été fragilisées. Les ventes sont très sensibles aux évolutions du pouvoir d'achat et l'approvisionnement en intrants se révèle de plus en plus difficile (prix ABH).

Analyse FFOM des mini-laiteries au Mali

	POSITIF	NEGATIF
Origine interne Organisationnelle	FORCES -Savoir-faire acquis -Rentabilités économiques prouvées -Circuit court et ancrage local : appropriation et retombées locales	FAIBLESSES -Faible résilience aux crises -Compétence en gestion insuffisante -Responsabilisation dans les fonctions parfois insuffisantes -Gouvernance parfois peu efficace -Volume de lait modeste et impacts limités
Origine externe Environnement	OPPORTUNITES - Marché porteur : Lait local apprécié et potentiel laitier - Volonté politique	MENACES -Concurrence des produits à base de lait en poudre - Manque d'infrastructure -Crise économique

Conclusion

Le potentiel laitier est important au Mali mais il est largement inexploité du fait des nombreuses contraintes qui limitent le développement des filières laitières tant au niveau interne qu'externe. Pourtant le développement de l'élevage et de la production laitière peut significativement contribuer à la lutte contre la faim et la pauvreté.

Les systèmes d'élevage traditionnels présents au Mali ont des difficultés chroniques à avoir accès aux services liés à la production de lait (intrants, conseil...). En outre les éleveurs pour la plupart recherchent désormais des débouchés réguliers et rémunérateurs pour pouvoir intensifier et sécuriser leur capital (Repol, 2008). Les mini-laiteries peuvent assurer ces deux fonctions. Ainsi, elles apportent des services améliorant les systèmes de production et permettant d'optimiser peu à peu la production laitière en milieu rural. En outre elles offrent la garantie pour le producteur de recevoir une rémunération juste et régulière qui doit permettre de l'encourager à passer du stade de l'autosuffisance familiale en lait à celui de l'économie de marché et ainsi à augmenter la production laitière dans la zone considérée.

Les zones éloignées pourraient être bien souvent propices à l'élevage mais faute de débouchés commerciaux, n'ont pas reçu l'incitation nécessaire pour améliorer la production laitière. Le modèle mini-laiterie vient en réponse à cette déconnexion en assurant le rôle d'interface entre les productions laitières enclavées et le marché.

Certains enseignements sont à tirer des expériences étudiées comme étant des facteurs de durabilité de ces entreprises artisanales. Lorsque leur durabilité est assurée, les mini-laiteries constituent des outils de diversification et de sécurisation des revenus des éleveurs. Au Mali et dans différents pays de la zone sahélienne, elles ont prouvé leur capacité à dynamiser la filière lait local tout en restant économiquement viables même si elles ne touchent pour le moment qu'un nombre réduit de producteurs (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso).

Toutefois l'ensemble des données collectées a montré que si elles constituent un outil de développement local de la filière puissant et rémunérateur, elles n'en restent pas moins des actrices marginales en termes de volume et donc d'impact sur la filière laitière à l'échelon national. Ainsi elles peuvent constituer un outil complémentaire important pour assurer le développement de la filière. En parallèle, il est nécessaire de mener des actions de plaidoyer pour que les politiques du Mali comme celles des autres états sahéliens et les règles internationales du commerce n'entravent pas, mais favorisent plutôt le lait local. La dynamisation de la filière lait local au niveau national ne pourra se faire sans une impulsion gouvernementale en combinant divers outils de structuration complémentaires associant secteur privé, éleveurs et service public. Jusqu'à maintenant, les tentatives des programmes nationaux ont été relativement infructueuses en termes de structuration de la filière. Plusieurs facteurs contribuent à cela, entre autres :

- la faible prise en compte des réalités locales dans l'élaboration des différents programmes ;
- la faiblesse des investissements structurants au profit de la filière ;
- l'accès très difficile pour les éleveurs au marché compte tenu de l'absence de structuration de la filière et du caractère fortement périssable des produits laitiers ;
- la faible prise en compte de l'élevage familial (qui fournit 98% de la production) dans le cadre de l'établissement des politiques laitières, au profit d'une minorité des gros éleveurs périurbains (ICD-VSF-B, 2009).
- Le manque de coopération entre les acteurs, par exemple dans le cadre d'une interprofession véritablement active, et l'absence d'organisations professionnelles efficaces à tous les niveaux de la filière.

En réduisant ces facteurs limitants et en s'appuyant sur les leçons apprises du passé, il s'agit donc de profiter de l'opportunité créée par l'état à travers le PRODEVALAIT pour impulser une nouvelle dynamique au secteur laitier local.